

GRAND ORAL, ARRÊTONS LE MASSACRE !

Une épreuve organisée sans aucune considération pour les personnels et les élèves

- Des convocations de dernière minute
- Des convocations à longue distance
- Des élèves sans jury, des jurys sans élève
- Des convocations sans adresse
- Des jurys sans spécialistes des disciplines concernées
- Des personnels administratifs et de vie scolaire malmené-e-s
- Des élèves inégalement préparé-e-s en raison du contexte sanitaire

Pouvons-nous accepter ce mépris ?

⇒ **Tout ceci n'est pas le fait du COVID, c'est le Grand Oral qui est « en marche »**

- Une épreuve inégalitaire : aucun temps n'a été dédié, dans les grilles horaires du nouveau lycée, pour préparer cette épreuve. Cette épreuve évalue donc des compétences orales que l'école ne transmet pas
- Une épreuve qui accorde une importance démesurée à la forme et valorise peu le fond, en demandant aux élèves un travail qui s'oppose aux méthodes de travail normales de l'étudiant-e (maîtrise des connaissances disciplinaires, prise de note, sources documentaires, approfondissement, ...)
- Une épreuve symbolique de la réforme Blanquer qu'il a voulu maintenir « **quoi qu'il en coûte** »

Pouvons-nous accepter ce bac inégalitaire ?

⇒ **La suite de ce bacatastrophe nous attend en septembre. Le lycée Blanquer, c'est d'ores et déjà :**

- Des DHG en baisse
- Des suppressions de postes et donc des classes surchargées
- Un bac bricolé localement sur la base d'évaluation sans aucune égalité de traitement
- Un métier qui perd de son sens pour appliquer des réformes largement rejetées par les personnels de l'éducation nationale
- Un bac dévalorisé, laisse place à Parcoursup, outil de sélection permettant de gérer la pénurie de moyens dans le supérieur et soumis aux impératifs du marché du travail

Pouvons-nous accepter l'avenir promis par Blanquer ?

⇒ **Nous pouvons nous désolidariser de cette mascarade**

- En refusant de répondre à des convocations non conformes
- En exerçant notre droit de grève (plusieurs préavis de grève nous couvrent légalement)
- En dénonçant les dysfonctionnements et irrégularités constatés dans les centres d'exams
- En nous organisant collectivement face à la correction de copies numérisées qui nous est imposée

**Ne nous laissons pas marcher dessus, battons-nous :
pour nous, nos métiers et nos élèves !
Refusons l'inacceptable,
Retrouvons-nous
Devant le ministère (Métro rue du Bac) Vendredi 25 juin à 14h**